



Groupe de travail ASF Vacances « Tarifs été vacances-enfants 2026 » du 1^{er} avril 2025

DÉCLARATION LIMINAIRE

**NON au « moins-disant social »,
NON à la discontinuité territoriale !
Le Principe d'Égalité doit être respecté !**

Le projet VE 2026 qui nous a été transmis dans le cadre de ce groupe de travail contient selon nous des mesures inacceptables et indignes des valeurs solidaires, collectives et égalitaires portées par l'Action Sociale.

L'austérité budgétaire ne peut détériorer la situation des bénéficiaires de l'action sociale ministérielle.

Nous dénonçons la baisse du taux de dégressivité pour les fratries. Cette mesure constitue une attaque inacceptable contre les familles ayant plusieurs enfants, qui se verront peut-être contraintes, à cause de l'augmentation de coût, de faire un choix dans les fratries.

Vous ne pouvez prendre pour prétexte les autres associations sociales pour remettre en cause nos acquis et faire « du moins-disant social ». Il s'agit bien d'une conséquence des budgets restreints de l'action sociale.

En limitant tous les séjours d'été à 12 jours, excepté pour les 17 ans, ASF Vacances créerait une rupture d'égalité entre les enfants, compliquerait les modes de garde pour certains parents et surtout ne leur laisserait plus le choix.

Quid du maintien d'une mixité dans une offre de séjours courts (12 jours) de séjours plus longs (18 jours) pourtant acté par ASF Vacances lors de la dernière Assemblée Générale ?

Et non, les séjours de 12 jours ne sont pas plébiscités par tous les agents. Pour preuve, dès l'ouverture des inscriptions pour juillet 2025, ce sont les colonies de 18 jours qui ont été prises d'assaut.

Dernier point, en restreignant les destinations des colonies à un rayon de 3 500 km, ASF Vacances priverait plus particulièrement les enfants d'Outre-Mer de vacances en France (leur pays) et en Europe. L'argument écologique n'est qu'un prétexte pour réduire les coûts au détriment des enfants ultramarins qui ne représentent pourtant que moins de 5 % des colons.

Ces enfants vivent dans des territoires éloignés, avec un contexte économique difficile lié à la cherté de la vie. Les possibilités de séjour destinées aux enfants des DROM seront plus limitées et moins diversifiées que celles dédiées aux enfants de l'Hexagone.

Nous tenons à vous rappeler que la continuité territoriale n'est pas un luxe mais une nécessité. C'est un principe de service public fondé sur les principes d'égalité des droits, de solidarité nationale et d'unité de la République, visant à faciliter le déplacement des citoyens entre les territoires, malgré les obstacles liés à leur éloignement.

La politique de l'Action Sociale de notre Ministère est censée améliorer les conditions de vie des familles et non les détériorer au fil des ans.

Enfin, nous tenons à vous rappeler que le principe d'un groupe de travail consiste à étudier plusieurs projets et/ou hypothèses afin de trouver les solutions les plus adaptées et les plus justes. Il ne saurait se résumer à une réunion descendante au cours de laquelle ASF Vacances serait décisionnaire d'une stratégie déjà établie à l'avance par le biais d'un document unique de travail.

Les représentants des usagers dénoncent les contraintes économiques et les difficultés imposées par la tutelle aux associations mais d'autres choix sont possibles ! Encore faut-il qu'ils soient proposés et étudiés !

Les représentants des usagers ASF Vacances